

NEERLEGGING-DÉPÔT

REGISTR.-ENREGISTR.

NR.

21-12-2002

11-03-2002

N^c

FRAIS DE TRANSPORT

61407101224. 4

Convention collective de travail du 17 décembre 2001

CHAPITRE 1 - CHAMP D'APPLICATION - OBJET

Article 1 - La présente convention collective de travail est applicable aux entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour les employés des métaux non ferreux, ainsi qu'aux employés barémisés et barémisables qu'elles occupent dont les appointements annuels bruts, calculés selon les normes de la S.N.C.B tels qu'ils valaient avant le 1er avril 2001 (repris en annexe 1 de la présente convention collective de travail), ne dépassent pas 38.423,50 EUR. Ce plafond salarial ne s'applique pas aux employés qui utilisent le transport en commun public.

Au 1er juillet 2002 ce plafond salarial est porté à 42.141,90 EUR.

Ce plafond salarial est lié à la moyenne quadrimensuelle de l'indice santé d'avril 2001 (107,10 base 1996 = 100) et sera adapté selon les dispositions de la convention du 17 juillet 1997 concernant la liaison des appointements à l'indice des prix à la consommation.

La présente convention collective de travail règle les modalités de l'intervention des entreprises dans les frais de déplacements du personnel employé.

CHAPITRE 2 - INTERVENTION DE L'EMPLOYEUR DANS LES FRAIS DE TRANSPORT

Article 2 - En ce qui concerne le transport organisé par la S.N.C.B., l'intervention des entreprises dans le prix du titre de transport utilisé sera calculée sur la base du barème figurant en annexe de l'arrêté royal pris en exécution de la loi du 27 juillet 1962 établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la S.N.C.B. par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés.

Article 3 - Lorsque l'employé recourt à un mode de déplacement autre que la S.N.C.B. ou utilise plusieurs moyens de transport, l'intervention de l'entreprise sera également calculée sur la base du barème figurant en annexe de l'arrêté royal pris en exécution de la loi du 27 juillet 1962 établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la S.N.C.B. par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés, pour le nombre de kilomètres correspondant à la distance entre la résidence de l'employé et l'entreprise.

Lorsque cette distance est inférieure à 3 km, une indemnité forfaitaire est accordée par kilomètre égale à un tiers du montant pour 3 km repris au barème susdit.

Article 4 - Lorsque le travailleur fait usage pendant un mois calendrier complet d'un vélo pour parcourir la distance totale séparant sa résidence de l'entreprise,

l'intervention de l'entreprise est calculée sur le montant total du prix d'une carte-train mensuelle.

A partir du 1er janvier 2002 cette intervention est calculée à 140% du prix d'une carte train mensuelle.

Lorsque la distance séparant la résidence de l'employé de l'entreprise est inférieure à 3 km, une indemnité forfaitaire est accordée par kilomètre, égale à un tiers du montant dû pour 3 km figurant dans le barème.

Si l'employeur constate que l'employé abuse du système prévu par le présent article, il se réserve le droit de limiter son intervention à celle prévue à l'article 3.

S'il est constaté que le régime susmentionné conduit à des abus, la partie la plus diligente peut remettre la question en discussion au niveau de la commission paritaire.

Article 5 - L'entreprise qui a payé à l'employé au cours d'une année civile une indemnité vélo, telle que prévue à l'article 4, lui remettra une attestation fiscale dans le courant du 1er trimestre de l'année civile suivante, conformément à l'annexe 2 à la présente convention collective de travail.

Article 6 - Pour l'application des articles 3 et 4, le calcul de la distance sera déterminé dans chaque entreprise, de commun accord, pour tenir compte des particularités géographiques.

Article 7 - Lorsque l'employé recourt au transport public et que le prix du transport est unique quelle que soit la distance, l'intervention de l'entreprise est fixée de manière forfaitaire à 56 % du prix effectivement payé par l'employé.

CHAPITRE 3 - TRANSPORT ORGANISE PAR L'ENTREPRISE, POUR TOUT OU PARTIE DU TRAJET, AVEC OU SANS PARTICIPATION FINANCIERE DE L'EMPLOYE

Article 8 - Lorsque le transport est organisé par l'entreprise, pour tout ou partie du trajet, avec ou sans participation financière de l'employé, l'intervention de l'entreprise sera calculée, sur base de la distance totale entre la résidence et l'entreprise, en soustrayant du montant déterminé conformément à l'article 2 ou 7, les frais supportés par l'entreprise pour le transport qu'elle organise.

Cette opération ne peut pas conduire à un résultat négatif.

CHAPITRE 4 - MAINTIEN DES SITUATIONS PLUS FAVORABLES

Article 9 - Les situations plus favorables préexistant dans certaines entreprises restent acquises sous leur forme actuelle aux employés intéressés.

CHAPITRE 5 - MODALITES DE PAIEMENT DE L'INTERVENTION

Article 10 - L'intervention de l'entreprise n'est accordée que pour les jours de présence au travail.

Lorsque l'employé est en possession d'un abonnement, il peut également bénéficier de l'intervention pour les jours d'absence, pour autant que ces jours tombent dans la période de validité de l'abonnement et qu'il ne puisse pas en obtenir le remboursement.

Article 11 - La direction de l'entreprise pourra opérer les vérifications qu'elle jugera nécessaire pour justifier son intervention et obtenir de l'employé tous documents utiles à cet effet.

Article 12 - L'intervention de l'entreprise sera liquidée une fois par mois.

CHAPITRE 6 - DISPOSITION FINALE

Article 13 - La présente convention collective de travail produit ses effets le 17 décembre 2001 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois. La dénonciation est notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la commission paritaire et à chacune des organisations signataires.

La présente convention collective de travail remplace celle du 10 juillet 1997 conclue au sein de la commission paritaire des métaux non ferreux, relative aux frais de transport.

Elle remplace également les dispositions du chapitre 5, articles 19, 20 et 21 de la convention collective de travail du 31 mai 2001, conclue au sein de la Commission Paritaire des métaux non ferreux relative à l'accord sectoriel 2001-2002.

Annexe 1 à la convention collective de travail du 17 décembre 2001, conclue au sein de la commission paritaire pour les employés des métaux non ferreux, relative aux frais de transport.

Normes pour le calcul du montant du plafond salarial applicable au personnel employé, mentionné à l'article 1 de la présente convention collective de travail.

L'estimation de la rémunération brute annuelle doit comprendre :

1° les éléments fixes : le traitement brut mensuel, y compris le cas échéant des compléments tels que l'indemnité pour connaissance et utilisation des deux langues nationales. Il est tenu compte de la partie mobile éventuellement allouée en fonction du niveau de l'index des prix de détail. Le montant brut annuel s'obtient en multipliant par 12 les éléments fixes se rapportant au 1er mois pour lequel l'abonnement social est demandé, même si l'employé ne travaille pas pendant 12 mois;

2° les éléments variables :

a) par mois : commissions, primes, heures supplémentaires, etc....

Il y a lieu de se baser sur les chiffres bruts, ayant trait aux 12 derniers mois. Si l'employé n'a pas travaillé pendant 12 mois, le montant à considérer est obtenu en multipliant par 12 la moyenne mensuelle des mois de travail effectif;

b) par an : commissions, primes, 13ème mois et autres gratifications que certains employeurs accordent une ou plusieurs fois par an à leur personnel, en vertu d'un accord ou de l'usage.

Les montants bruts alloués pendant les 12 derniers mois sont à ajouter à la somme des montants bruts annuels sous 1° et 2° a).

L'estimation de la rémunération brute annuelle ne doit pas comprendre :

1° les suppléments à caractère social, tels que : indemnités de résidence et de foyer, allocations familiales, pécule de vacances;

2° les indemnités allouées en remboursement de frais (frais de déplacement, frais de représentation, etc.);

3° les pensions de toute nature.

Annexe 2 à la convention collective de travail du 17 décembre 2001, conclue au sein de la commission paritaire pour les employés des métaux non ferreux, relative aux frais de transport.

Attestation fiscale année de revenus concernant l'utilisation de la bicyclette pour les déplacements entre le domicile et le lieu de travail

Par la présente, je soussigné(e), (nom, prénom, domicile du travailleur)

.....

en service chez (nom, adresse de l'employeur)

.....,

déclare sur l'honneur avoir parcouru à vélo, pendantjours durant la période du au

la distance entre mon domicile et mon lieu de travail, soit un total dekm.

Date

Signature du travailleur

Je soussigné(e), (nom, adresse de l'employeur)

.....,

certifie que la distance entre le domicile de (nom, prénom, domicile du travailleur)

.....

... ..et son lieu de travail est de km, et déclare avoir payé à l'intéressé une intervention dans ses frais de transport à bicyclette, qui est de BEF / EUR par jour, sur la base de sa déclaration, conformément à la CCT du 17 décembre 2001 relative aux frais de transport conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés des métaux non ferreux, soit un total deBEF / EUR pour l'année

Date

Signature de l'employeur

Annexe 3 à la convention collective de travail du 17 décembre 2001, conclue au sein de la commission paritaire pour les employés des métaux non ferreux, relative aux frais de transport.

Les montants de 38.423,50 EUR et 42.141,90 EUR mentionnés à l'article 1 correspondent respectivement à 1.550.000 BEF et 1.700.000 BEF.

VERVOERSKOSTEN 21-12-2001 11-05-2002

Collectieve arbeidsovereenkomst van 17 december 2001

NR
N°
62407/61214HOOFDSTUK 1 - TOEPASSINGSGEBIED - VOORWERP

Artikel 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de ondernemingen die afhangen van het paritair comité voor de bedienden van de non-ferro metalen, evenals op de gebaremiseerde en baremiseerbare bedienden die zij tewerkstellen en waarvan de jaarlijkse bruto-bezoldiging, berekend volgens de criteria van de NMBS zoals deze golden vóór 1 april 2001 (opgenomen in bijlage 1 bij deze collectieve arbeidsovereenkomst), niet meer bedraagt dan 38.423,50 EUR. Deze loongrens is niet van toepassing op de bedienden die gebruik maken van het gemeenschappelijk openbaar vervoer.

Op 1 juli 2002 wordt de loongrens gebracht op 42.141,90 EUR.

Deze loongrens is gekoppeld aan het viermaandelijks gemiddelde van de gezondheidsindex van april 2001 (107,10 basis 1996 = 100) en wordt aangepast volgens de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 juli 1997 betreffende de koppeling van de wedden aan het prijsindexcijfer bij consumptie.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst regelt de modaliteiten van de tegemoetkoming van de ondernemingen in de verplaatsingskosten van het bediendenpersoneel.

HOOFDSTUK 2 - TEGEMOETKOMING VAN DE WERKGEVER IN DE VERVOERKOSTEN

Artikel 2 - Wat betreft het vervoer georganiseerd door de N.M.B.S., wordt de tegemoetkoming van de ondernemingen in de kosten van het gebruikte vervoerbewijs berekend op basis van het barema dat is opgenomen in bijlage van het koninklijk besluit dat getroffen wordt in uitvoering van de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van het bedrag van de werkgeversbijdrage in het verlies geleden door de N.M.B.S. ingevolge de uitgifte van abonnementen voor werklieden en bedienden.

Artikel 3 - Wanneer de werknemer beroep doet op een ander vervoermiddel dan de N.M.B.S. of gebruik maakt van meerdere vervoermiddelen, wordt de tegemoetkoming van de onderneming eveneens berekend op basis van het barema dat is opgenomen in bijlage van het koninklijk besluit dat getroffen wordt in uitvoering van de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van het bedrag van de werkgeversbijdrage in het verlies geleden door de N.M.B.S. ingevolge de uitgifte van abonnementen voor werklieden en bedienden, voor het aantal kilometers dat overeenkomt met de afstand tussen de verblijfplaats van de werknemer en de onderneming.

Wanneer deze afstand minder dan 3 km bedraagt, wordt per kilometer een forfaitaire vergoeding toegekend gelijk aan één derde van het bedrag voor 3 km voorkomend in het voornoemde barema.

Artikel 4 - Wanneer de werknemer gedurende een gehele kalendermaand gebruik maakt van de fiets voor de volledige afstand tussen zijn verblijfplaats en de onderneming wordt de tegemoetkoming van de onderneming berekend op de integrale som van de prijs van een treinkaart op maandbasis.

Vanaf 1 januari 2002 wordt deze tegemoetkoming berekend op 140% van de prijs van een treinkaart op maandbasis.

Wanneer de afstand tussen de verblijfplaats van de werknemer en de onderneming minder dan 3 km bedraagt, wordt per kilometer een forfaitaire vergoeding toegekend gelijk aan één derde van het bedrag voor 3 km voorkomend in het barema.

Indien de werkgever vanwege de bediende misbruik van het stelsel voorzien door dit artikel zou vaststellen, behoudt hij zich het recht voor zijn tegemoetkoming te beperken tot dit voorzien bij artikel 3.

Indien blijkt dat voormelde regeling tot misbruiken leidt, kan de meest gereede partij deze opnieuw bespreekbaar maken op het niveau van het paritair comité.

Artikel 5 - De onderneming die aan de bediende in de loop van een kalenderjaar een fietsvergoeding zoals voorzien bij artikel 4 heeft betaald, zal hem in de loop van het 1^{ste} kwartaal van het volgend kalenderjaar een fiscaal attest overhandigen zoals voorzien in bijlage 2 aan deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 6 - Voor de toepassing van artikel 3 & 4 wordt de berekening van de afstand in gemeenschappelijk overleg bepaald in elke onderneming om rekening te houden met de geografische bijzonderheden.

Artikel 7 - Wanneer de werknemer gebruik maakt van het openbaar vervoer en de prijs van het vervoer een eenheidsprijs is, wordt de bijdrage van de ondernemingen, ongeacht de afstand, forfaitair vastgesteld op 56 % van de werkelijke prijs betaald door de werknemer.

HOOFDSTUK 3 - DOOR DE ONDERNEMING GEORGANISEERD VERVOER, VOOR HET VOLLEDIGE OF EEN GEDEELTE VAN HET TRAJECT, MET OF ZONDER FINANCIËLE DEELNEMING VAN DE WERKNEMER

Artikel 8 - Wanneer het vervoer door de onderneming wordt georganiseerd, voor het volledige of een gedeelte van het traject, met of zonder financiële deelneming van de werknemer, wordt de tegemoetkoming van de onderneming berekend op basis van de totale afstand tussen de verblijfplaats en de onderneming, door, van het overeenkomstig artikel 2 of 7 berekend bedrag, de kosten af te trekken die de onderneming draagt voor het vervoer dat zij organiseert.

Deze operatie kan geen negatief resultaat opleveren.

HOOFDSTUK 4 - BEHOUD VAN DE MEER GUNSTIGE TOESTANDEN

Artikel 9 - De gunstiger toestanden die voordien reeds bestonden in bepaalde ondernemingen blijven in hun huidige vorm behouden voor de betrokken werknemers.

HOOFDSTUK 5 - BETALINGSMODALITEITEN VAN DE TEGEMOETKOMING

Artikel 10. - De tegemoetkoming van de onderneming wordt slechts toegekend voor de dagen van aanwezigheid op het werk.

Indien de werknemer houder is van een abonnement, kan hij ook de tegemoetkoming genieten voor de afwezigheidsdagen voor zover deze dagen vallen in de geldigheidsperiode van het abonnement en hij de terugbetaling ervan niet kan bekomen.

Artikel 11 - De directie van de onderneming kan overgaan tot de verificaties die zij noodzakelijk zal achten om haar tegemoetkoming te rechtvaardigen en kan van de werknemer alle documenten bekomen die hiervoor nuttig zijn.

Artikel 12 - De tegemoetkoming van de ondernemingen wordt minstens eens per maand vereffend.

HOOFDSTUK 6 - SLOTBEPALING

Artikel 13 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 17 december 2001 en is gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan door één van de ondertekenende partijen worden opgezegd met een opzegging van drie maanden. De opzegging wordt betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het paritair comité en aan elk van de ondertekenende organisaties.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt deze van 10 juli 1997 gesloten in het paritair comité voor de bedienden van de non-ferro metalen betreffende de vervoerkosten.

Zij vervangt eveneens de bepalingen van hoofdstuk 5, artikelen 19, 20 en 21 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 31 mei 2001, gesloten in het Paritair Comité voor de non-ferro metalen, betreffende het sectoraal akkoord 2001-2002.

Bijlage 1 bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 december 2001, gesloten in het paritair comité voor de bedienden van de non-ferro metalen betreffende de vervoerskosten

Criteria voor de berekening van het bedrag van de loongrens toepasselijk op het bediendenpersoneel, vermeld in artikel 1 van huidige collectieve arbeidsovereenkomst

De raming van de jaarlijkse brutobezoldiging moet omvatten :

1. de vaste elementen : de maandelijkse brutowedde, inbegrepen de eventuele bijkomende wedden, zoals ondermeer de vergoeding voor de kennis en het gebruik van beide landstalen, hierbij rekening gehouden met het beweeglijk gedeelte toegekend in functie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Het jaarlijks brutobedrag wordt bekomen

door de vaste elementen, die betrekking hebben op de eerste maand waarvoor het sociaal abonnement wordt gevraagd, te vermenigvuldigen met 12, zelfs indien de bediende geen 12 maanden werkt.

2. de veranderlijke elementen :

a) per maand : commissieloon, premies, overuren, enz.

Hier gelden de brutocijfers voor de laatste 12 maanden. Indien de bediende geen 12 maanden heeft gewerkt, wordt het in aanmerking te nemen bedrag bekomen door het maandgemiddelde voor de effectief gewerkte maanden, te vermenigvuldigen met 12;

b) per jaar : commissielonen, premies, 13e maand en andere toelagen die sommige werkgevers eens of meermaals per jaar aan hun personeel toekennen, ingevolge overeenkomst of gebruik.

De brutobedragen toegekend gedurende de laatste 12 maanden moeten bij de jaarlijkse brutobedragen, waarvan sprake onder 1. en 2. a), worden gevoegd.

De raming van de jaarlijkse brutobezoldiging moet niet omvatten :

- 1. de toelagen van sociale aard, zoals : haard- en standplaatstoelage, kindergeld, vakantiegeld;
- 2. de bedragen toegekend als vergoeding voor bepaalde kosten (reiskosten, representatiegelden, enz);
- 3. pensioenen van allerlei aard.

Bijlage 2 bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 december 2001, gesloten in het paritair comité voor de bedienden van de non-ferro metalen betreffende de vervoerkosten

Fiscaal attest inkomsten jaar betreffende fietsgebruik voor woon-werkverkeer

Ik ondergetekende, (naam, voornaam, woonplaats van de werknemer)

.....,

werknemer bij (naam, adres van de werkgever)

... ..
verklaar hierbij op eer dat ik voor een totaal van dagen in de periode van tot, de afstand van mijn woonplaats naar de werkplaats, zijnde km, per fiets heb afgelegd.

Datum

Handtekening van de werknemer

Ik ondergetekende, (*naam, adres van de werkgever*)

... ..,

bevestig dat de afstand van de woonplaats van (*naam, voornaam, woonplaats van de werknemer*)

... ..naar de werkplaats km bedraagt, en dat de werkgever op basis van de verklaring van de betrokken werknemer, hem een tussenkomst in de vervoerskosten per fiets betaald heeft gelijk aan BEF / EUR per dag, zoals voorzien bij de CAO van 17 december 2001 betreffende de vervoerskosten gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden van de non-ferrometalen, zijnde een totaal van BEF / EUR voor het jaar

Datum

Handtekening van de werkgever

Bijlage 3 bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 december 2001, gesloten in het paritair comité voor de bedienden van de non-ferro metalen betreffende de vervoerskosten

De bedragen van 38.423,50 EUR en 42.141,90 EUR vermeld in artikel 1 stemmen overeen met 1.550.000 BEF en 1.700.000 BEF.